

Veillée d'armes en Arménie

Angoisse. La frêle Arménie contre le puissant Azerbaïdjan, c'est David contre Goliath. Sans la fronde.

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL EN ARMÉNIE, MARC NEXON. REPORTAGE PHOTO : ANTOINE AGOUDJIAN

Il est soudain embarrassé. Discuter à l'extérieur présente un risque. Il avise un banc sous une tonnelle et s'y assoit. « *Je ne veux rien montrer du doigt car ils nous voient* », dit-il. Khatchadour Baghdassarian, 65 ans, est le maire de Nerkin Hand, un hameau de quarante-cinq âmes entouré de collines boisées. De vieilles maisons de brique rose, rafistolées à l'aide de bouts de tôle, s'étalent dans la vallée jusqu'à la fin du chemin de terre, là où commence une prairie verdoyante. Du linge sèche sur des balcons. Nul ronflement de tracteurs, nul chant d'animaux, nul cri d'enfants... Les quatre gamins du bourg se terrent chez eux. Nerkin Hand vit dans le silence.

Et la menace. « *Il y a quatorze positions militaires autour de nous, explique le maire d'un coup de menton circulaire, sans compter celles qu'on ne voit pas, là-bas, derrière les bosquets.* » Le regard n'a pas besoin de fouiller. Un drapeau azerbaïdjanais flotte sur chaque monticule, parfois à quelques centaines de mètres. Nerkin Hand est encerclé, ou presque. Il y a bien une casemate surmontée d'un fanion arménien, à proximité de la route caillouteuse, l'unique voie d'accès, mais elle paraît dérisoire face aux fortifications ennemies bâties sur les hauteurs.

Situé dans le sud de l'Arménie, à 140 kilomètres de la frontière iranienne, Nerkin Hand ne tient qu'à un fil. Un ordre de Bakou et les soldats fondraient aisément sur les maisonnettes. Depuis la défaite arménienne de ■■■

Déterminés. Membres de la milice privée Voma mobilisés dans la province de Tavouch, près du village de Voskepar, le 23 mars.

■ ■ ■ septembre 2020, l'Azerbaïdjan mène une stratégie d'étouffement et de provocation. Ces derniers jours encore, des tirs ont retenti dans plusieurs secteurs de la ligne de front, au sud de Goris, à Djermouk, à Tegh, sans faire de blessés. Qu'importe l'accord de fin des hostilités signé en novembre 2020 sous l'égide de la Russie, le pays pétrolier, avec à sa tête le despote Ilham Aliev, s'emploie à grignoter l'est de l'Arménie. Quelque 207 kilomètres carrés sont passés sous son contrôle depuis trois ans. Rien qu'à Nerkin Hand, l'armée d'Aliev s'est emparée de 27 kilomètres carrés. « En septembre 2022, ils ont attendu la rotation de nos troupes, avec l'arrivée de jeunes de 18 ans sans expérience, puis ils ont lancé l'assaut, raconte l'édile. Entre 200 et 300 hommes attaquaient chacune de nos tranchées, nous n'avons rien pu faire. Nous avons compté 70 morts. »

Intimidations. Depuis, le village se meurt. Les habitants ont tué leurs moutons, leurs vaches, faute de pâturages. Les chiens ont péri, victimes des mines. « C'est dommage, ils nous alertaient en cas de danger, lance un vieux. Il n'en reste plus qu'un. » L'eau manque aussi. L'ennemi a coupé la canalisation, obligeant les résidents à plonger leurs seaux dans la rivière, au risque de tomber malade. « Ou alors, il faut aller à la cascade, à un kilomètre », dit l'un d'eux. Quant au cimetière, il est devenu inaccessible. « On enterre les corps en ville, à deux heures de là. »

Pas de quoi freiner l'Azerbaïdjan dans sa campagne de harcèlement. La nuit, de puissants flashs balaient les environs et clignotent dans les chambres. « Je suis habitué, ça ne m'empêche pas de dormir », lâche Nver, 40 ans, un villageois, occupé, ce jour-là, à plâtrer l'entrée de sa maison. Sauf que les intimidations prennent un tour meurtrier. Le 13 février à l'aube, des tirs ont claqué. Quatre soldats arméniens sont tombés. « Des snipers, précise le maire. Les nôtres ont abattu deux drones. » La force d'in-



terposition ? Les Russes, garants de la sécurité de l'Arménie, ont pour mission de l'assurer. Sur le papier seulement. Ici, leurs deux check-points font de la figuration. En début d'année, la Russie a même fermé le second après la mort de l'un des militaires, échoué dans un ravin au volant d'une voiture avec trois collègues ivres.

À Nerkin Hand, les gens restent « parce qu'ils n'ont] nulle part où aller ». Une crainte cependant les gagne : celle de voir l'ennemi enfoncer leurs dernières défenses, envahir la région du Syunik et établir la jonction avec la province azerbaïdjanaise du Nakhitchevan, à l'ouest de l'Arménie. Un vieux rêve d'Aliev. Il suffirait que ses troupes avancent pour créer un corridor jusqu'à l'enclave, frontalière de la Turquie, le plus proche allié de l'Azerbaïdjan. L'affaire de moins de 50 kilomètres à franchir... Après avoir vidé le Haut-Karabakh de ses cent mille habitants à l'automne 2023, l'autocrate poursuivrait ainsi le dépeçage de l'Arménie. « Un objectif sacré » qu'il évoque à chacun de ses discours. Au point d'affirmer en janvier, devant une poignée de journalistes, que la capitale arménienne, Erevan, est une ville azérie !

En janvier, Aliev affirme que la capitale arménienne, Erevan, est une ville azérie !



Le Premier ministre Nikol Pachinian
1975 Naissance à Idjevan.
1998 Journaliste, fondateur du journal *Oragir*, puis directeur du journal *Haykakan Zhamanak*, deux médias très critiques envers le pouvoir.
2004 Victime d'une tentative d'assassinat.
2012 Élu député.
2018 Artisan d'une révolution de velours puis investi Premier ministre.
2021 De nouveau désigné Premier ministre après la défaite de l'Arménie face à l'Azerbaïdjan dans la guerre du Haut-Karabakh.

Face aux manœuvres de Bakou, un homme est à la peine, le Premier ministre arménien, Nikol Pachinian, 48 ans. Porté au pouvoir en 2018 à la faveur d'une révolution de velours, l'ancien journaliste vit avec une obsession : figer les frontières du pays en arrachant un traité de paix à l'Azerbaïdjan. « Après la capitulation de 2020 et la perte de l'Artsakh [Haut-Karabakh, NDLR], il veut offrir une victoire à l'opinion », souligne le politologue Benyamin Poghosian. Sauf que la séquence se présente mal. Pour tenter d'amadouer son voisin, Pachinian s'apprête à lui céder quatre villages dans la région de Tavouch, au nord-est du pays. Le 18 mars, le Premier ministre se rend lui-même sur place pour justifier son initiative. Coiffé de son habituelle casquette bleu marine, le voilà qui arrive à Voskepar, l'une des quatre localités concernées. Assis à la tribune de la maison de la culture, la tête rentrée dans les épaules, il invite les habitants à abandonner les terres « qui appartiennent à l'Azerbaïdjan ». « C'est ça ou la guerre », prévient-il de sa voix éraillée. Après trois heures d'explications parfois ambiguës, la centaine de personnes présentes ressort abasourdie.

« Arrêtez de nous parler du passé ! » Depuis son passage, la place du village ne désemplit pas. Les hommes se rassemblent, se concertent à voix basse. Un samedi, un émissaire d'Erevan, veste de velours et polo blanc, vient à son tour prêcher la parole de Nikol Pachinian. Des visages burinés l'entourent aussitôt, le prennent à partie. « Et les Turcs [appellation pour désigner les Azéris, NDLR], ils donnent quoi en échange ? Est-ce qu'ils nous rendent nos territoires ? Arrêtez de nous parler du passé ! Nous, on vit ici ! Et la route vers la Géorgie ? On ne pourra plus l'emprunter ! » Le messenger croise les bras, rappelle qu'il est né dans le coin, que le Premier ministre a promis de creuser une nouvelle route dans la montagne, que toute autre proposition sera étudiée.

JACQUES WITT/SIPA



ANTOINE AGOUDJIAN POUR « LE POINT »

À l'écart, un homme en tenue de sport secoue la tête. C'est le colonel de réserve Mihran Makhsudian, 47 ans, un vétéran de la guerre de 2020. « Les habitants sont déterminés, dit-il. Si les Turcs arrivent, ils prendront les armes. Je suis là pour les aider. » L'instituteur Nver Beglarian approuve. Il tient à montrer la petite église en tuf datant du V^e siècle qui se dresse au bout du village. Deux bancs, des tableaux saints, la draperie violette de l'autel, une belle colonne de lumière... « Tout ça ira chez eux, dit Nver, ils détruiront tout. » À quelques centaines de mètres de là, le paysan Antranik Manoutcharian, 30 ans, fulmine. Le chemin longeant sa maison devrait devenir la nouvelle frontière. Sa propriété basculerait alors du côté azerbaïdjanais. Ils s'y refuse. Il entend même rénover les lieux. « Je veux pouvoir accueillir une fiancée », lance-t-il en pelletant la boue de sa cour. Dans la région, on insiste volontiers sur la présence des vestiges pour battre en brèche l'idée de Pachinian. À

Achadjour, la ville voisine, des bénévoles ont pris leurs quartiers dans un vieux cimetière, situé à flanc de colline. Ils appartiennent à la milice privée Voma, habituée à combattre sur le front. Ce jour-là, ils débroussaillent, découpent, tronçonnent. La musique langoureuse d'un doudouk (flûte arménienne), que manie l'un d'eux, monte par intermittence. « Regardez l'inscription gravée dans la pierre, dit le volontaire Nolek, qui vient de mettre à jour une tombe arménienne. Celle-ci date de 1790, et là-haut, on en a découvert une autre du XIII^e siècle. » Il jette un regard dans la vallée. « On ne comprend pas pourquoi Pachinian fait ces cadeaux, cette terre est arménienne. »

Des tableaux saints, la draperie violette de l'autel... « Tout ça ira chez eux, ils détruiront tout. » Nver Beglarian

Déplacée. Christiné, soldate dans l'armée d'Artsakh, et sa famille ont trouvé refuge dans le village de Tegh après l'épuration ethnique perpétrée par l'Azerbaïdjan dans l'enclave du Haut-Karabakh, en septembre 2023.

À Erevan, cependant, on n'en démord pas. Le vice-président du Parlement, Ruben Roubinian, 34 ans, reçoit dans un vaste bureau parqueté. C'est un fidèle de Pachinian, diplômé de l'University College de Londres, chargé notamment de normaliser les relations avec la Turquie. À ses yeux, une seule chose compte : la déclaration d'Alma-Ata, énoncée en 1991 et réaffirmée en 2022, en vertu de laquelle l'Arménie et l'Azerbaïdjan reconnaissent leurs frontières telles qu'elles existaient à l'effondrement de l'Union soviétique. Un plan approuvé par les Occidentaux. « Nous sommes prêts à entamer le processus de démarcation en commençant par la région de Tavouch », dit-il. Les récriminations des villageois ? « Ce sont des terres inhabitées, plaide-t-il. Il y a beaucoup de désinformation à ce sujet. » L'homme à la barbe bien taillée, au phrasé lisse, reconnaît néanmoins un obstacle : la posture agressive de Bakou. « On a l'impression que la paix ne les intéresse pas. » ■ ■ ■



Colère. Après la visite du Premier ministre à Voskepar, les habitants se rassemblent, le 23 mars, autour d'un émissaire venu d'Erevan les incitant à obéir à l'injonction de quitter leur terre.

■ ■ ■ Pas faux. Les circonstances jouent en faveur de l'Azerbaïdjan car l'Arménie n'a jamais été aussi isolée. Il y a d'abord la Russie, le traditionnel allié. La guerre en Ukraine mobilise toutes ses forces. Et puis la passivité du Kremlin lors de la prise du Haut-Karabakh par les troupes d'Aliev a ruiné sa crédibilité aux yeux d'Erevan. Il y a ensuite l'Occident, dont le soutien se limite largement à des professions de foi. Enfin, Pachinian, lui-même, tâtonne. D'un côté, il prend ses distances avec Moscou en gelant sa participation au sein de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) qui regroupe plusieurs anciennes républiques soviétiques. De l'autre, il s'obstine à vouloir satisfaire les revendications territoriales de son voisin. Un empressément perçu comme une faiblesse. D'autant que la cartographie soviétique sur laquelle il s'appuie n'a cessé d'évoluer. « Il est impossible de se référer à un tracé », souligne le cartographe Rouben Galichian, conseiller auprès du comité chargé de détermi-

Les opérations de déstabilisation d'Aliev

Quatre militants indépendantistes calédoniens se sont rendus la semaine dernière à Bakou, la capitale de l'Azerbaïdjan, pour visiter l'immense centre culturel Heydar-Aliev. Ils ont parcouru 13 000 kilomètres depuis Nouméa pour admirer la collection de berlines du despote défunt, père de l'actuel dictateur, Ilham Aliev, et recevoir des conseils en matière de « décolonisation ».

Car, depuis qu'il a dirigé le Mouvement des non-alignés, en 2023, Aliev fils s'est fait le héraut de l'indépendance néo-calédonienne. Cause de son hostilité à la France : le « biais proarménien » dont il accuse Paris. Il y répond en multipliant les initiatives hostiles : arrestation d'un ressortissant français accusé d'espionnage, renvoi de diplomates, campagnes de désinformation sur le



Despote. Le président azerbaïdjanais Ilham Aliev multiplie les initiatives hostiles envers la France.

Web, menace de fermeture du lycée français de Bakou... En réponse à cette escalade, la France a rappelé le 16 avril son ambassadrice, Anne Boillon. Preuve que la brouille est sérieuse, elle a été reçue à son retour par Emmanuel Macron en personne. Aucune date n'a été fixée pour son retour à Bakou, confie un diplomate français. Le Quai d'Orsay s'attend à une

amplification des opérations de déstabilisation à l'approche des Jeux olympiques d'été. Sur l'un des sites qui relaient les fausses informations venues d'Azerbaïdjan, les JO de Paris sont déjà présentés comme « les plus scandaleux de l'histoire ». Sans vergogne, Caliber.az publie de plus en plus d'articles dénonçant... les « fake news » des médias occidentaux ■ JULIEN PEYRON

ANTOINE AGOUDJIAN POUR « LE POINT » - STRINGER/SPLUTNIK/SIPA

ner la frontière, il faut étudier l'ensemble des cartes militaires de 1970 à 1985. » L'opposition retourne même l'argument. « Puisqu'on parle de l'époque soviétique, pourquoi a-t-on laissé l'Azerbaïdjan chasser les Arméniens qui vivaient alors dans le Haut-Karabakh ? » s'emporte l'ancien Premier ministre Khosrov Haroutiounian.

De son côté, Pachinian plaide le pragmatisme. « Je suis le Premier ministre de l'Arménie réelle », lance-t-il lors d'une séance au Parlement. « Il a le couteau sous la gorge, résume l'historien Tigrane Yégavian. Acheter la paix à tout prix, c'est une politique de court terme. » La raison ? Elle repose sur un constat. L'Arménie compte 2,7 millions d'habitants, l'Azerbaïdjan 10 millions. Et elle n'a pas les moyens militaires de faire face. « Pendant longtemps, Pachinian a cru que sa révolution et l'avènement de la démocratie suffiraient à le protéger », souligne l'ancien vice-ministre des Affaires étrangères Gérard Libaridian. Sauf que l'Azerbaïdjan n'a pas attendu. « Grâce à l'aide de la Turquie et d'autres, il s'équipe depuis vingt-cinq ans et dispose d'une armée surpuissante, admet un diplomate occidental. En une demi-journée, les Azéris peuvent débarquer sur la place de la République à Erevan. » Sur le terrain, les gradés arméniens, eux-mêmes, pointent les failles. « Nous n'avons toujours pas récupéré la moitié de nos systèmes de défense antiaériens détruits lors de la guerre de 2020 », relève l'ex-officier de renseignements Vova Vartanov, à la tête de la milice privée Voma.

Accord de défense. À la périphérie d'Erevan, le général Arsen reçoit chez lui. Il dirige un groupe de combattants volontaires. Quelques-uns sont présents, la plupart blessés au cours des derniers affrontements. L'un d'eux a perdu son fils de 19 ans, qui combattait à ses côtés, à la suite d'une frappe de drone. Il a le bras gauche paralysé mais se dit prêt à retourner au front. Arsen lève son verre de cognac en leur honneur. « Vous savez, dit-il, on avait des kalachnikovs datant de 1952 qui rataient une cible à cinq mètres, il a fallu toutes les réparer. » Les autres opinent. « Ils vont de nouveau attaquer, poursuit Arsen. Dites à la France d'envoyer des armes modernes. » Paris s'y emploie, avec parcimonie. L'accord de défense conclu l'an passé avec les autorités arméniennes prévoit la fourniture d'une cinquantaine de véhicules blindés et une formation dispensée par les chasseurs alpins. Pas de quoi renverser le rapport de force.

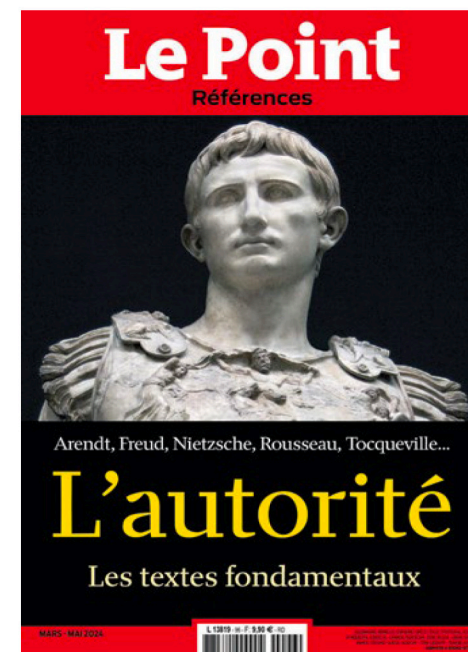
Alors, sur la ligne de front, dans la région de Syunik, on se barricade. C'est le cas de Mher Tatinsian, 55 ans, un habitant de Vorotan, un village au fond d'une combe. L'avancée de l'ennemi a modifié son horizon. De sa terrasse, il a vue sur la base azérie, un ancien restaurant de routiers, désormais occupé par des dizaines de soldats. Il l'avoue, le matériel des gardes arméniens ■ ■ ■

« Dites à la France d'envoyer des armes modernes. »

Le général Arsen

Obéir-désobéir

Les ressorts de l'autorité



Face à une autorité en crise, Platon, Augustin, Locke, Rousseau, Thoreau, Arendt et beaucoup d'autres nous éclairent dans un débat complexe et crucial

En vente en kiosque et sur boutique.lepoint.fr

Tout pour faire Le Point



■■■ postés de l'autre côté ne lui inspire aucune confiance. «*Ils n'ont que des fusils, les autres ont des mitrailleuses.*» La nuit, Mher dort habillé avec, à proximité, des armes lourdes qu'il a récupérées. Pour le reste, il s'adonne à son activité : la fabrication d'eau-de-vie grâce à ses pommiers, mûriers et pêchers plantés près d'une clôture. Il montre des fûts alignés dans son jardin. «*Il y en a pour 60 tonnes !*» Mher sait pourtant qu'une vie ordinaire est impossible. «*Ici, certains ont fêté le Nouvel An en tirant des feux d'artifice... J'avais envie de leur dire : "Mais vous célébrez quoi ?"*»

«Guerre à grande échelle».

On redoute le moindre incident. Ce matin, au sommet d'une colline du village d'Aravus, les soldats pestent. Un berger à cheval s'aventure sur les terres contrôlées par l'Azerbaïdjan. Ils l'observent galoper avec sa centaine de moutons vers un poste ennemi situé à 500 mètres. Les aboiements de son chien retentissent dans la vallée. «*Quel imbécile !* hurle un militaire en sortant de sa tranchée. *Sait-il ce qu'il fait ?*» «*Ils vont lui tirer dessus*», lâche un autre, les mâ-

choires serrées. Le berger ralentit puis bifurque. Le danger s'éloigne. Parmi les hommes de faction, Anoutchavan Hayrabedian, 67 ans, a gardé son calme. Ces Azéris, en face, ne l'impressionnent guère. Parfois, le matin, il se rapproche, s'assoit dans l'herbe et entame une discussion avec l'un d'eux. «*Je parle leur langue et par temps clair, on s'entend*, dit-il. *Je lui demande pourquoi ils torturent nos gens, il me répond que c'est à Bakou que ça se passe et que lui aussi en a marre d'être dans le froid.*»

Les uns et les autres ne sont pas près de retourner au chaud. Malgré ses tentatives d'apaisement, le Premier ministre Pachinian prédit «*une guerre à grande échelle*». À l'est du pays mais aussi à l'ouest, le long de la frontière de l'enclave azerbaïdjanaise du Nakhitchevan. «*C'est ici que tout se passera*», affirme Hovik Sbatian, le maire de Khatchik, une commune de

Ligne de front.

Dans la région de Syunik, hautement menacée par l'appétit turco-azéri qui souhaite annexer ce territoire du sud de l'Arménie, flottent, à moins d'une centaine de mètres de distance, un drapeau arménien (à g.) et un drapeau azerbaïdjanais (à dr.).

657 habitants perchée à 1 900 mètres d'altitude. «*À partir du Nakhitchevan, nous sommes la porte d'entrée en Arménie.*» Le plan azéri ? Il l'imagine aisément. «*Ils couperont le chemin vers le sommet puis la route vers Erevan.*» Ils les voient renforcer leur surveillance dans la zone. Lui-même a été la cible de tirs alors qu'il enchaînait les virages au volant de sa voiture jusqu'au village. Face à la mairie, sur la place verglacée, des hommes jouent à la belote sur un banc. «*Ils viendront, c'est une certitude*», dit l'un d'eux. «*On va dans nos champs la peur au ventre*, dit un autre. *On ne descend jamais de nos tracteurs.*»

Au bout de la rue, Astrik habite la dernière maison avant la frontière du Nakhitchevan. Elle a installé une caméra sur un poteau sans être sûre de son utilité. Ses draps claquent au vent. Elle regarde au loin les montagnes enneigées, les vallons mauves, cette terre arménienne cédée jadis par Staline à l'Azerbaïdjan. Ses grands-parents y sont nés. «*J'aurais aimé aller un jour là-bas sur la tombe de mon grand-père*, dit-elle. *Mais je n'y pense plus, il faut sauver ce qu'il nous reste.*» ■

ANTOINE AGOUDJIAN POUR « LE POINT »

Parfois, Anoutchavan s'assoit dans l'herbe et entame une discussion avec un Azéri.